



Déclaration préalable au CNESER du 14 mai 2024

Le président de la République et le gouvernement s'enorgueillirent ces derniers jours de la signature de contrats avec des entreprises souhaitant investir en France. Interrogées, les entreprises ont indiqué que l'attractivité sous tendant leur installation en France est principalement due à un critère de qualité, lié à la qualification des salariés français. Or, ce gouvernement est en train de détruire, d'abord petit à petit, et maintenant à marche forcée, l'accès aux études supérieures des élèves. La réforme du bac pro effrite peu à peu les bases théoriques des élèves, leurs connaissances, en diminuant les enseignements généraux. Par ailleurs, nombre de lycéens généraux et technologiques ne peuvent bénéficier des heures qui leur sont dues et ils ont parfois du mal à suivre les cours de l'enseignement supérieur du fait de lacunes accumulées au cours de leur scolarité.

La qualification des enseignants contractuels recrutés en quelques minutes n'est souvent pas suffisante pour enseigner et là aussi assurer des bases solides aux élèves du primaire et secondaire. De la façon parallèle, nous examinons aujourd'hui les textes ayant trait au BTS. Si dans l'enseignement supérieur public les enseignants doivent répondre à des critères de qualité, nous réitérons notre interrogation sur certains BTS privés où le manque de qualification universitaire des enseignants pose problème.

La FCPE dénonce les coupes budgétaires et la précarisation des enseignants-chercheurs dans les universités. Les enseignants doivent être formés et payés pour pouvoir assurer leur cours. La FCPE demande moins de disparités entre les universités, c'est nécessaire pour rétablir une équité territoriale pour l'accès aux études et la qualité des formations. La formation des enseignants du secondaire est un défi. Mais cela ne doit pas se faire aux dépens des autres licences et master universitaires.

Les formations du supérieur privées par ailleurs ont une vitrine exagérée dans Parcoursup. Souvent, elles ne préparent pas de diplômes et grades reconnus. De nombreuses familles se retrouvent à devoir payer des études, très cher, pour se retrouver avec des jeunes qui ont un 'diplôme d'école', qui n'est pas reconnu nationalement, qui ne leur permet pas l'accès à l'emploi, qui ne leur permet pas une mobilité géographique, ni une mobilité dans leur vie professionnelle future. Nous demandons des ouvertures de formations publiques, sur tout le territoire, avec une équité d'accès pour tous les étudiants. Le bac doit rester le diplôme national qui permet à tous les élèves qui le souhaitent de suivre des études supérieures dans le public.